

PAR OÙ LA SORTIE ?

Mais dans le fond on se demande désormais si ne subsistent pas uniquement des réactions à une cause d'un jour qui en chasse une autre, une actualité selon une « course à l'échalote » à la victimologie désormais bien huilée dans les médias et chapeautée au plus haut niveau de l'État. Elle « ne mange pas de pain » comme on dit dans le milieu populaire et elle est aux antipodes des anciens moteurs de la forme des luttes : détermination, courage psychologique et physique (vous avez dit virilité ?), qu'ont d'ailleurs repris les Gilets jaunes. Désormais tout cela fait peur, puisque cela rentre dans le pot commun des « violences ».

Et donc que reste-t-il aux maigres travailleurs qui voient apparaître des aberrations et se sentent trop seuls pour réagir ou simplement résister ? Que reste-t-il comme axe de luttes quand les individus atomisés ne peuvent et veulent plus s'émanciper en tant que classe, mais en tant qu'individus quitte à se référer à de nouvelles identités entre semblables ? Difficile à dire, mais dans tous les cas nous n'en sommes pas à « désertier » vers des alternatives marginales qui fonctionnent au mieux comme des niches qui ne peuvent ressusciter les communautés ou phalanstères du XIX^e siècle. On ne peut faire sécession comme s'il pouvait encore y avoir une guerre de sécession, parce que de toute façon, aujourd'hui il n'existe plus de troupe pour ça ou la guerre sociale. On en a fait l'expérience, négativement pendant le mouvement des Gilets jaunes, dès que la répression est montée d'un ton.

Les contradictions dans la société capitalisée malgré leur englobement/recouvrement subsistent et les tendances (et idéologies) peuvent subir des contre coups brutaux comme nous l'observons aux États-Unis actuellement. Le tout est de savoir comment peuvent se constituer ou reconstituer des forces pouvant agir au cours de ces contre coups... et dans quel sens.

LA CRITIQUE DU TRAVAIL ENGLOBÉE

GZAVIER & JULIEN

INTRODUCTION

Historiquement, la revendication pour l'amélioration des conditions de travail (et, par extension, de vie) a toujours été la pierre angulaire du mouvement ouvrier et des grandes luttes ouvrières. Durant des décennies, le rapport de force entre ouvriers et patrons portait non seulement sur la hausse des salaires, l'avancement, mais aussi et surtout sur les conditions de travail et parfois de vie (luttes sur le logement comme en Italie, foyers Sonacotra pour les ouvriers immigrés). Au fil des années, les acquis sociaux ont représenté si ce n'est des « victoires » du moins un peu de répit aux dépens des patrons et avec, au bout, un repos bien mérité (baisse du temps de travail, mesures contre les risques et maladies professionnelles, congés payés, protection sociale, retraite, etc.).

Après 150 ans d'évolutions au cours desquelles l'État n'a cessé de prendre une place importante, nous retrouvons une société où près de la moitié du revenu des foyers en France est socialisé¹ (part des prestations et transferts sociaux sur le salaire net). De façon plus globale dans le monde, la grande pauvreté a considérablement reculé, *a contrario* du discours des tenants d'un capitalisme conçu comme toujours pire, puisque « néo-libéral », alors que les chiffres témoignent plutôt du contraire². Ainsi, la flexibilité retournée, utilisée par nombre d'« entrants » sur le marché du travail ou même les choix de certains

1 – <https://www.alternatives-economiques.fr/moitie-revenu-menages-socialisee-un-rempart-contre-inegal/00109949>

2 – S'il y a un fossé qui se creuse toujours davantage, c'est bien l'écart entre les très riches et les très pauvres, mais de façon globale la pauvreté a été divisée par 3 entre 1981 et 2015. Source : Lucas Chancel et alii. (dir.), *Rapport sur les inégalités mondiales 2017*, Le Seuil, 2017.

chauffeurs Uber de refuser le statut salarié nous en fournissent un exemple.

Pourtant si les conditions d'existence globale des individus connaissent une amélioration significative comparée aux années 60, les conditions de travail, elles (notamment les aspects organisationnels et psychosociaux), ne cessent de se dégrader sans pour autant qu'apparaissent des résistances à même de s'y opposer. Alors pourquoi les luttes se font-elles rares ?

Jadis, les conditions de travail étaient difficiles, mais l'environnement (milieu ouvrier, classe ouvrière) permettait la formation de collectifs de travail, qui nourrissaient la critique et pouvaient porter la lutte.

Mais avec les effets de *la révolution du capital*³, nous sommes passés d'une société fondée sur le travail (produit de l'internisation de la classe ouvrière dans le capital, avec ses droits, ses acquis) à une société qui tend à s'en dégager, le travail ayant largement perdu de sa centralité. Le processus de tertiarisation de l'économie et l'intégration de la technoscience dans toutes les activités humaines attestent ce changement de paradigme dans lequel le travail vivant est devenu beaucoup moins déterminant dans la valorisation. En conséquence de quoi, la critique du travail semble perdre de sa centralité alors même que la contradiction historique du rapport au travail, à la fois vecteur de socialisation et d'aliénation, demeure.

Dans ce contexte se développe depuis plusieurs années un phénomène d'intensification du travail⁴ avec pour corolaire l'individualisation de celui-ci et exerçant de fortes contraintes sur les travailleurs (harcèlement, injonctions contradictoires, mise en concurrence et pressurisations). S'ensuivent stress et dans les cas les plus désespérés suicide, qui

3 – Jacques Wajnsztein, *Après la révolution du capital*: <https://www.tempscritiques.net/spip.php?article394>

4 – <https://www.cgt.fr/actualites/france/commerce/conditions-de-travail/quand-les-travailleuses-font-face-lintensification-et-lindividualisation-du-travail>

leur désengagement personnel leur objectif et en parallèle détestent des figures comme celle de l'ouvrier : besogneux, fumeur, grande gueule, viandard, votant RN, etc. Ces dispositions portent à une critique par le petit bout de la lorgnette renforcée par une attitude démobilisatrice si ce n'est défaitiste, par exemple sur les retraites « que nous n'aurons pas » comme le disent certains, et pas uniquement le nouvel arrivant sur le marché du travail. Il est certain que le salarié qui part sur cette base laisse le champ libre à l'État pour en tirer bénéfice. Après pratiquement 20 ans sans lutte victorieuse dans l'université (il faut remonter au CPE en 2006) cette disposition à « l'impossible » est entendue sur tous les sujets.

On le sait c'est dans l'ancrage des travailleurs sur un lieu de travail, dans une connaissance parfois très fine des rouages, tenants et aboutissants, que les luttes prennent forme. Mais même le soutien à des personnes disposées à défendre les collègues diminue assez clairement : lors des élections professionnelles la participation des salariés recule passant de près de 43 % des salariés du privé dans le cycle de 2013-2016, contre 38 % sur celui 2017-2020, et ce même si le secteur public semble moins touché¹⁵. Mais le constat est facile à faire par rapport aux jours de grève qui ne font plus recette, sauf secteur spécifique. Et si nous disions que la réforme des retraites a été limitée, c'est aussi que la grève même réduite à être « reconductible » à très peu débordé de l'attendu et que le bilan est maigre, surtout par rapport à un mouvement comme celui des Gilets jaunes qui, sans appel à la grève, a fait trembler l'État. C'est là des trajectoires qui ne se sont pas croisées suite à un nuisible aveuglement des « rentiers des luttes », mais qui font aujourd'hui comme s'ils avaient contribué aux Gilets jaunes ; l'imposture à de beaux jours devant elle.

15 – DARES, *Léger repli de la syndicalisation en France entre 2013 et 2019*: <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/73d70d2fo4ce15c6ee16dbd65c81601e/2023-06.pdf>

arabe ou autres à l'époque des grands conflits ouvriers des années 1960-70. Souvent obsessionnel, le décentrement se porte sur les discriminations diverses et variées, l'équité plutôt que l'égalité, les « vss » (violences sexistes et sexuelles), l'écologie et le climat (traduit en « responsabilité sociétale et environnementale »), avec des passages en force à l'écriture inclusive de la part des présidences et de certains enseignants, sans respecter les directives officielles, alors pourtant qu'on y trouve nombre de carriéristes sans principes.

Comment fonctionne ce nouvel activisme ? Il unit à partir d'un point de vue simple, voire simpliste, il est transversal car il nie les hiérarchies traditionnelles au travail, il est confortable au niveau psychologique car il propose de la lutte enfin « morale », il est consensuel car porté par toutes sortes de figures légitimes, en premier lieu des cadres, des médias, les milieux culturels, voire des agences gouvernementales, etc.

Tout ceci ne peut être ignoré désormais et ne souffre que rarement de contradictoire sur ce même terrain, car c'est alors s'exposer non seulement politiquement comme nouveau réactionnaire, mais se retrouver isolé puisque la « masse » fonctionne comme un marais sans initiative qui permet à une minorité d'apparaître comme une majorité sur la base peu politique pourtant du « Qui ne dit mot consent ». Mais dans le fond ceci concorde, revenons-y, avec une combativité que nous cherchons encore.

Fondamentalement il y a une acceptation d'un confort relatif au travail, du fait d'un lâcher-prise tant vanté dans des formations de « communication non violente », dans une société où l'égo gestion a pris le dessus comme jamais par le passé, où la « bienveillance » ruissèle dans les réunions professionnelles¹⁴. Mais les luttes ne peuvent tout simplement pas être portées par des individus qui chassent toute conflictualité dans leurs rapports quotidiens et dans la plupart des moments qui pouvaient être remplis d'aléatoire dans le privé, qui font de

14 – cf. Nicolas Santolaria, *Le syndrome de la chouquette: Ou la tyrannie sucrée de la vie de bureau*, Anamosa, 2018.

deviennent désormais les nouveaux effets de la domination et de l'exploitation au travail.

Nous avons donc voulu revenir sur les différentes conditions ayant concouru à l'affaiblissement de la critique du travail, dans la perméabilité des activités devenues majoritairement marchandes et capitalisables et aussi la disparation des collectifs de travail, le terrain se voyant régulièrement occupé par des « causes » à défendre qui, de fait, irriguent la critique hors du champ qu'elle occupait initialement.

FIN DES SÉPARATIONS

Comme évoquées dans *Le chemin étroit de la critique du travail*, les évolutions du capitalisme depuis 50 ans ont généré une perte de centralité du travail devenu simple composante de la vie dans la société⁶. Ce qui chez l'individu se manifeste par une demande croissante d'ajustement entre temps de vie professionnelle et personnelle. Toutefois, l'augmentation du « temps libre » est à relativiser. En effet, en termes de temps disponible, excepté pour les retraités, c'est moins si-

5 – Environnementale, LGBT, etc.

6 – Au début du 20^e siècle, les hommes consacraient 40 % de leur existence au travail. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 14 %. En cause: la hausse de l'espérance de vie confrontée à l'âge effectif du départ à la retraite, la baisse de la durée de travail hebdomadaire avec, par exemple les 35 heures ou même encore moins dans l'industrie allemande et l'augmentation du nombre de jours de congés payés.

En France, la durée de quinze jours soit de deux semaines en 1936 est passée à 3 semaines en 1956, puis à 4 semaines en 1969 pour se stabiliser à 5 semaines en 1982. « Avec un peu de stratégie, maximisez vos jours de repos. Voici quelques exemples: Avril 2025: Offrez-vous un week-end de 3 jours, du samedi 19 avril au lundi 21 avril. Mai 2025: Posez 5 jours de congé (les 2, 5, 6, 7, et 9 mai) pour obtenir 11 jours de repos, à partir du jeudi 1^{er} mai. Et comme tous les ans, il est possible de profiter de week-ends prolongés en créant des « ponts » avec les jours fériés. En 2025, il est envisageable de bénéficier d'une cinquantaine de jours de repos en posant vos 20 jours légaux et en récupérant votre 1^{er} novembre, qui tombe un samedi. » (Source Google).

gnificatif parce qu'en premier lieu, les temps de transport ont tendance à augmenter du fait de la déconnexion entre lieux de travail et d'habitation et la déstructuration des anciens quartiers populaires; et en second lieu, la porosité entre temps de travail et hors-travail s'est aggravée avec le télétravail.

À cela s'ajoute l'immixtion du loisir au travail qui s'inscrit dans la tendance à la virtualisation des rapports sociaux rendue possible par l'usage généralisé des outils et applications numériques, et s'affirme comme partie intégrante du quotidien aussi bien au travail qu'en dehors. Plus particulièrement dans le secteur tertiaire où l'omniprésence des ordinateurs dans la réalisation des tâches permet ce continuum. Mais de façon générale, beaucoup possèdent un smartphone permettant à distance une gestion rapide et rationnelle de leur emploi du temps personnel (commander ses courses, prendre des rendez-vous grâce aux plateformes en ligne médicales, administratives, etc. ou envoyer des mails), mais aussi une fonction récréative (réseaux sociaux, vidéos, etc.). Les deux pouvant aussi bien s'interpénétrer suivant le type d'activité qu'on exerce. Ainsi, nous sommes bien loin de l'état d'esprit de la critique soixante-huitarde issue du slogan « perdre sa vie à la gagner ». Aujourd'hui, on gagne sa vie en la maximisant. Cette optimisation du temps, qui s'est immiscée dans notre vie quotidienne indépendamment de la sphère où l'on se trouve — et qui sous certains aspects pourrait presque s'apparenter à un travail tant l'investissement qu'on y met est conséquent⁷ —, démontre, si cela était encore nécessaire de le démontrer, que la domination s'exerce globalement dans toutes les sphères de la reproduction des rapports sociaux capitalistes. Contrairement à l'avènement de la société de loisir qu'on prophétisait

7 – Selon le baromètre que le CRÉDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a récemment publié sur les usages du numérique, en 2025, les Français passaient en moyenne près de 3 à 4 h par jour sur leur smartphone. <https://www.credoc.fr/download/pdf/Sou/Sou2025-5015.pdf>

rie présentait l'intégration du prolétariat à une société bureaucratique comme ne permettant plus aux luttes de s'épanouir, s'est vu infirmé sur le temps court par l'irruption d'une jeunesse insubordonnée en mai 68, mais pas sur le temps long avec l'effacement du prolétariat d'usine. Il nous semble que s'opère un large décentrement quant à ce qui importe comme lutte au travail. Ce n'est pas que rien ne se passe ou que rien n'est possible, c'est que les actions qui émergent sont largement guidées par des impératifs qui n'avaient, au mieux, qu'un rôle à la marge dans le passé. On est passé de l'affirmation de l'identité ouvrière de la période des Trente glorieuses, à son repli ou même à son impossibilité (la grève « prise d'otage » dans le secteur public; la grève corporatiste dans le public et le privé). Ceci pendant que la dépolitisation de la conflictualité au travail se confirmait et provoquait une désagrégation bien comprise par un syndicat comme la CFDT qui donne la priorité à la négociation et non au rapport de force comme une CGT et un syndicat SUD en partie désarmés. Cette dépolitisation est apparue clairement pendant le mouvement des Gilets jaunes. De par notre participation active à ce mouvement et les rencontres parallèles avec des militants ouvriers favorables au mouvement sans pour cela céder à l'illusion de la « convergence », nombreux sont ceux qui nous ont dit avoir subi la « double peine » à ce moment, celle qui les fait déjà être parfois isolés et incompris en tant que syndicalistes et qui les faisait, du fait de leur engagement pro-Gilets jaunes, être considérés comme des individus dangereux ou incontrôlables ou révolutionnaires.

DÉCENTRAGE DES LUTTES VERS DES ENJEUX SOCIÉTAUX

Au cœur des nouveaux impératifs idéologiques l'université fait office de défricheur avec des référents bien relayés, autant par des directions faibles et soumises à l'air du temps, que par des individus sans forcément d'expérience familiale ou personnelle de lutte et le plus souvent issus des grandes écoles pour la France, des grandes universités privées pour les États-Unis et aussi par des syndicats qui sabotent leur propre fonds de commerce en pratiquant l'écriture inclusive dans leurs tracts (déjà souvent indigestes), alors qu'ils refusaient de faire des tracts en

l'ensemble, la chute de la syndicalisation¹¹ si l'on veut un indice tangible, et la désagrégation des forteresses ouvrières (comme la Fiat Mirafiori¹²), tout aussi tangible, se sont accélérées au cours des années 1980 et doivent être comprises comme un moment de bascule d'un monde autour de l'ouvrier à un monde autour de l'employé. Plus récemment la lutte contre la réforme des retraites en France en 2023¹³ a pu, un tant soit peu, mobiliser mais sans se dégager d'un registre syndical des plus circonscrit, tout comme son hypothétique débordement. Le processus de changement de la société de l'après 68 que nous avons appelé *la révolution du capital* ne touche pas exclusivement le lieu de travail, mais aussi la manière dont le capital se perpétue et se développe de façon générale. On a pu constater à la lueur des années 1960-1970 que le lieu de travail était trop limitatif pour que les luttes s'étendent à tous les niveaux de la reproduction des rapports sociaux. Mais pour autant les luttes dans le monde du travail doivent-elles être abandonnées à elles-mêmes ?

Qu'on ne se méprenne pas, nous n'abordons pas la question de la combativité au travail en pensant qu'il faille des conditions dégradées pour que des luttes émergent, l'exemple de la teneur de la lutte des classes des années 1950-1960 où une revue comme *Socialisme ou barba-*

11 – Aujourd'hui la syndicalisation est bien en berne avec dans le public 7,1 % de syndiqués et 10,3 % dans le privé, voir :

<https://www.istravail.com/post/la-syndicalisation-en-france-derniers-chiffres-et-discussion>

12 – Durant l'automne chaud de 1969, a été organisée à la Fiat, la plus grande usine d'Europe, une occupation et une désorganisation du cycle productif lui-même (cf. Diego Giachetti, Marco Scavino, *La Fiat aux mains des ouvriers*, Les Nuits rouges, 2005). Pourtant cette lutte d'usine, démonstration du pouvoir ouvrier théorisé par l'opéraïsme a buté là sur des limites indépensables, à partir du moment où elles ne débordent pas de ce lieu de travail.

13 – cf. « À l'ombre des retraites » : <https://www.tempscritiques.net/spip.php?article529> et « La protestation en cours sur les retraites » : <https://www.tempscritiques.net/spip.php?article530>

il y a quelques décennies et qui faisait encore la distinction à travers le passage d'une société de travail à une société du « loisir », les temps présents tendent plutôt à chasser les séparations afin que tout puisse circuler en flux continus. Ainsi se retrouve-t-on avec des conditions de travail où, au travail comme dans la sphère privée, il s'agit de chasser les temps morts et le plus souvent à l'aide d'objets et médiations capitalisées qui marginalisent les temps éventuels de contemplation/réflexion.

Mais regardons de plus près ce qu'on nomme communément : loisirs. Ce temps est d'abord, comme le soulevait jadis Hannah Arendt, celui de l'oisiveté (au sens aristocratique). Un temps libre de tout souci et activité nécessaire pour le processus vital et donc libre pour d'autres activités, par exemple politiques chez les citoyens grecs ou pour la culture. Analysant les effets de la grande « démocratisation » des années 1950, elle constate que le temps de loisirs ne sert plus à se perfectionner ou à acquérir une meilleure position sociale, mais se retrouve comme « temps vide » (temps qui reste hors travail), servant à consommer de plus en plus et se divertir de plus en plus⁸. De nos jours, ce temps « libéré » devient en fait « libre » de toute critique des intermédiations du capital.

Le temps libre n'est plus simplement le temps de délassement et du développement de l'esprit, mais il intègre désormais un facteur « productif » au même titre que le travail. Ou, dit autrement, toute activité tend à devenir productive pour le capital (fin de la consommation globalement passive et participation active à l'optimisation de l'offre, personnalisation, voire création grâce aux IA génératives). Les loisirs ne sont plus un « passe-temps », mais quelque chose qui structure notre « formation⁹ » et nos emplois du temps. Habituellement

8 – Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, chapitre « Sa portée sociale et politique », Paris, Gallimard, 1972, p. 257-270 (1^{ère} édition 1961).

9 – Et de ce fait, parler encore en termes de formation permanente médiée par des organismes idoines devient « ringard », par rapport à la formation continue et toute la vie que représente et assure l'usage des nouvelles technologies.

antithétiques, « temps libre » et « production » peuvent donc cohabiter, après que le second terme a mis la main sur le premier.

Les « loisirs » sont donc naturellement en concurrence sur le marché. D'un côté, notre temps hors-travail très convoité et de l'autre, l'offre de divertissement toujours plus exponentielle. Mais la marchandisation des temps morts n'est pas qu'un marché juteux pour le profit, car par la miniaturisation des médiations numériques et leur multifonctionnalité, aliénation et ludisme s'entremêlent ; là encore le processus tend à lier ce qui était séparé... mais pas dans le sens où on l'entendait à l'époque du dernier assaut contre le capital des années 1960-70 à savoir la révolution et le communisme comme fin de toutes les séparations. Là encore le capital, dans sa révolution, réalise une partie de l'ancien programme communiste comme le pensait J. Camatte¹⁰. Et dans ce marché de l'offre et de la demande, tout le monde se retrouve captivé et donc captif. Nous ne nous rendons même plus compte du temps libre dont nous disposons, tant ces « activités » nous donnent l'impression de manquer de temps. D'où le paradoxe d'un temps de loisirs croissant et une sensation de perpétuellement courir après comme s'il nous échappait continuellement.

FIN DU TRAVAIL COMME PORTEUR DU NÉGATIF

La notion même de travail devient de plus en plus poreuse avec les autres activités et sonne comme un laissez-passer à des contraintes im-

10 – Au début des années 1970, J. Camatte (1935-2025) écrivait à propos du devenir du capital, qu'il se faisait bien selon la dialectique de Hegel et jusqu'à sa négation. Ce que nous pouvons comprendre en ces termes : la négation du travail humain exploité dont était porteur le prolétariat ne s'est pas réalisée dans l'abolition des classes sociales et la révolution communiste, mais dans la révolution anthropologique du capital. Même si, pour nous, le capital ne réalise pas la philosophie d'Hegel. En effet, nous ne pensons pas que le capital ait « dépassé » ses anciennes contradictions, mais plutôt qu'il les a englobées. Jacques Guigou, Jacques Wajnsztein, « Le capital ne réalise pas la philosophie de Hegel » : <https://www.tempscritiques.net/spip.php?article510>

pensables auparavant. À mesure que le travail, qu'on qualifiait d'improductif (les métiers de services) se propage dans tous les secteurs d'activité, les activités hors travail (tout particulièrement les hobbies) peu à peu se valorisent (capitalisation de toutes les activités humaines). La force de travail, au sens strict du terme et de la théorie de la valeur est certes devenue inessentielle pour la valorisation, au moins dans les pays les plus capitalistes, mais c'est pour laisser place à une nouvelle force indéterminée de l'individu capitalisé. Ce faisant, c'est tout l'ancien « travail du négatif » théorisé par Marx qui s'affaiblit, disparaît ou se transmute en affirmations subjectivistes des « autonomies » de la postmodernité et ceci d'autant plus que sont proposés, dans les entreprises, cours de yoga, cross-fit, pilâtes voire sophrologie, qui s'entremêlent avec les stages commando ou de type Koh-Lanta. De façon paradoxale, les managers, *via* leur direction des ressources humaines, doivent entretenir la « ressource », tout en préparant les plans de licenciement.

Bien que le travail constitue toujours la condition de possibilité du lien social dans la société capitalisée, le déterminisme technologique qui agit aussi bien sur le procès de production et de travail que sur la reproduction globale du rapport social capitaliste ; tend à casser tout collectif, de travail et de lutte potentielle. Le capital en créant de nouveaux besoins sur la base progressiste énoncée aussi bien par les économistes classiques que par Marx lui-même avec sa théorie des besoins illimités, que par les théories néo-classiques sur le désir, ne supprime pas pour autant nos caractéristiques naturelles (passion de l'activité, force d'invention), ce qui se retrouve à l'intérieur d'une tendance contradictoire pour tout travailleur : moins travailler tout en valorisant son temps libre.

DÉPOLITISATION DE LA CONFLICTUALITÉ AU TRAVAIL

Aujourd'hui la situation est bien différente du passé où la tonalité des luttes, jusqu'aux années 1970, était celle de la lutte des classes. Dans